

Canada. Notre production a atteint un niveau élevé et nous exportons beaucoup de marchandises à d'autres pays.

M. MacNICOL: Vous leur en faites cadeau, à vrai dire.

L'hon. M. ABBOTT: J'en viens à ce point. Nous l'avons fait à crédit dans une large mesure. Un pays peut agir de la sorte, pourvu qu'il puisse prêter ou expédier aux autres pays l'excédent de sa production qui n'est pas consommé. C'est dans cette situation que se trouvait le Canada jusque vers la fin de 1946. A cette époque, les Canadiens produisaient pour environ 400 millions de dollars de plus qu'ils ne pouvaient consommer. Mais cette situation a changé depuis 1947. En cette dernière année, nous avons consommé au pays à peu près ce que nous avons produit. Néanmoins, nous avons continué d'exporter aux pays étrangers d'importantes quantités de marchandises, afin d'aider au rétablissement de ces pays dévastés par la guerre. Nous l'avons fait à crédit. Nous avons pu agir de la sorte en puisant dans nos réserves monétaires, mais nous les avons sérieusement affaiblies. Si nous voulons continuer de contribuer au relèvement de ces pays dévastés, nous ne pouvons le faire que de deux manières: soit en augmentant notre production, soit en réduisant notre consommation. Ce n'est pas plus compliqué que cela. A moins que nous ne puissions restaurer ce que les économistes appellent un excédent général au compte courant, excédent que nous n'avons pas présentement, nous ne pouvons continuer de nous comporter comme nous l'avons fait dans le passé. Si nous voulons vivre dans une atmosphère de surabondance et jouir d'un niveau élevé de bien-être, si nous permettons à tous d'acheter toutes les glacières, les frisoirs, les grille-pain et les automobiles qu'ils veulent, c'est très bien. Mais, lorsque j'ai pris la parole à Montréal il n'y a pas très longtemps, j'ai eu l'occasion de déclarer que, selon moi, le Canada ne peut continuer de vivre dans une ère de prospérité alors que le monde est en proie à la famine. Tel est l'objet de la présente mesure. A mon sens, la seule critique judicieuse qu'on pourrait adresser à la mesure, c'est qu'elle ne va pas assez loin. Nous aurions dû embrasser un domaine beaucoup plus vaste en nous efforçant de réduire jusqu'à un certain point la consommation au pays. Ce n'est peut-être pas très agréable à dire, mais telle est la situation dans laquelle nous nous trouvons. Nous ne pouvons continuer de participer à la restauration mondiale qu'en intensifiant notre production et en diminuant notre consommation. Il nous est

peut-être possible d'accroître notre production. A l'heure actuelle, l'embauchage est presque intégral. Nous pourrions toujours consentir des heures plus longues ou augmenter notre rendement. D'une façon générale, il est permis de dire que les secteurs agricole et industriel de notre économie travaillent à plein rendement.

M. MacNICOL: Le ministre me permet-il une question?

L'hon. M. ABBOTT: L'honorable député voudra peut-être me laisser finir mes observations. Il nous faut donc réduire notre consommation, si nous voulons continuer nos exportations à ces pays. Le fisc est l'un des moyens qui s'offrent à nous de réduire la consommation. D'aucuns ne l'approuvent peut-être pas, mais les économistes et d'autres personnes dont la réputation n'est plus à faire jugent que c'est un moyen convenable et rationnel. C'est l'une des méthodes que le Gouvernement a décidé de mettre en œuvre dans le présent cas. Voilà l'une des raisons de la présente taxe. D'une façon générale, les articles visés ne sont pas essentiels. Cependant, comme je l'ai dit à plusieurs reprises, nous vivons actuellement au delà de nos moyens, non pas en ce qui concerne notre capacité de production, mais eu égard aux besoins de nos clients; c'est précisément l'objet de la présente mesure.

Je sais bien qu'il n'est pas difficile de critiquer une mesure d'ordre fiscal. Je sais bien aussi que les impôts ne sont pas populaires. Je ne me faisais aucune illusion à cet égard, bien persuadé qu'ils ne seraient pas populaires et que je ne passerais pas pour un héros national du fait de les avoir annoncés. Mais, avec le Gouvernement, j'en suis venu à la conclusion qu'ils nous étaient indispensables si nous voulions continuer à jouer le rôle qui nous est dévolu. Voilà qui vaut d'être signalé.

M. MacNICOL: Une question maintenant?

L'hon. M. ABBOTT: Certainement.

M. MacNICOL: Je n'ai pas fait perdre beaucoup de temps à la Chambre, pas plus que je n'ai l'habitude de poser des questions sans conséquence, mais je voudrais bien que le ministre réponde à une question. Le Gouvernement, en étudiant les mesures à prendre pour réduire nos difficultés à l'égard du change étranger, a-t-il songé, par exemple, à la possibilité de produire notre propre charbon? Nous ne manquons pas de houille, nous possédons même le cinquième du charbon du monde. Pourquoi ne cherche-t-on pas à produire du charbon canadien, destiné à la satis-